



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Politique industrielle

Question au Gouvernement n° 126

### Texte de la question

#### POLITIQUE INDUSTRIELLE

**Mme la présidente** . La parole est à M. Charles Fournier.

**M. Charles Fournier** . Bruno Le Maire, en toute modestie, déclarait le 29 mars dernier : « La réindustrialisation est un des plus grands succès économiques des sept ans que nous avons passés au pouvoir. » Mais de quel succès parle-t-on ?

Il y a la communication présidentielle et gouvernementale : « La dynamique de réindustrialisation se poursuit. [...] [Nous ferons] de l'industrie le cœur battant de nos territoires », avez-vous déclaré, monsieur le ministre délégué chargé de l'industrie. Et il y a la réalité : aujourd'hui, de nouveau, on ferme plus d'usines en France qu'on n'en ouvre.

**M. Emeric Salmon** . À cause des écolos !

**M. Charles Fournier** . Michelin a ainsi annoncé ce matin la fermeture de ses deux sites de Cholet et de Vannes : 1 254 salariés. À Nantes et à Saint-Nazaire, General Electric supprime 360 emplois ; Sanofi, dans l'Essonne, 330 ; Vencorex, près de Grenoble, probablement 500 ; Stellantis, à Poissy, 250 ; Thales, à Toulouse, va également en supprimer.

C'est aussi la maltraitance des sous-traitants : MA France à Aulnay-sous-Bois, Imperial Wheels dans l'Indre, Valeo dans la Sarthe... et la liste n'est pas terminée. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et SOC.*) Tous les secteurs sont concernés, même les plus les plus rentables.

En mai dernier, on a recensé 132 plans de licenciements depuis septembre 2023, soit entre 60 000 et 90 000 emplois menacés. Autant de vies brisées et de cicatrices profondes pour nos territoires. Les salariés sont toujours les variables d'ajustement de la course aux profits pour les actionnaires.

Face à cela, il n'y a ni impuissance ni fatalité. Cette situation doit changer. En tant que puissance publique, votre responsabilité est en jeu. Nous avons besoin d'un État stratège. Or vous donnez le sentiment qu'il n'y a pas de pilote ou alors qu'il y en a un qui abdique systématiquement. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe EcoS.*)

Ma question est simple : qu'allez-vous dire aux salariés de Michelin et de toutes les usines menacées ? Allez-vous leur dire que votre politique industrielle fonctionne à merveille ? Ou bien allez-vous enfin changer de cap ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et sur de nombreux bancs des groupes SOC et GDR.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie.

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué chargé de l'industrie* . À la suite des annonces faites par Michelin ce matin, je voudrais tout d'abord, au nom du Gouvernement et plus spécialement du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, témoigner de notre sympathie (*Exclamations sur plusieurs bancs des groupes RN, LFI-NFP et EcoS*) pour les salariés concernés.

**M. Emeric Salmon** . C'est insuffisant !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . Sachez surtout que le Gouvernement suivra avec une grande attention la suite qui sera donnée à ces plans.

J'ai échangé par téléphone avec les élus des territoires concernés...

**M. Emeric Salmon** . Comme Retailleau !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . ...et mes équipes les ont informés de la suite des opérations.

L'accompagnement social des salariés devra être exemplaire. C'est le message que nous avons transmis à la direction de Michelin.

Nous emploierons toute notre énergie à la recherche d'un repreneur afin de revitaliser les territoires. Aucun salarié ne sera laissé sur le bord du chemin.

Nous utiliserons ce faisant la méthode que nous appliquons déjà à l'ensemble des dossiers d'entreprises en difficulté dont nous sommes saisis. Pour ce faire, nous nous appuyons sur l'ensemble des services de l'État, notamment le comité interministériel de restructuration industrielle.

Tous mes échanges avec les élus sont nourris par l'esprit d'un travail collectif, car il est la solution pour résoudre les problèmes de restructuration.

**M. Laurent Jacobelli** . Cela ne veut rien dire !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . La réindustrialisation de notre pays reste un objectif. Vous avez évoqué les fermetures de site, mais l'observatoire de l'emploi industriel et des fermetures de site du ministère de l'économie indique que le cap en matière d'ouvertures nettes d'usines en France est maintenu.

**M. Nicolas Meizonnet** . Que c'est mauvais !

**M. Marc Ferracci**, *ministre délégué* . Nous mobiliserons toute notre énergie à protéger les emplois et les territoires. Nous maintiendrons le cap.

**Mme la présidente** . La parole est à M. Charles Fournier.

**M. Charles Fournier** . Finalement, on ne change pas une équipe qui perd. Tout continue comme avant. Vos propos réjouiront sûrement les salariés. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et SOC.*)

**M. Julien Guibert** . Il n'a pas tort !

Données clés

Auteur : [M. Charles Fournier](#)

Circonscription : Indre-et-Loire (1<sup>re</sup> circonscription) - Écologiste et Social

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 126

**Rubrique** : Industrie

**Ministère interrogé** : Industrie

**Ministère attributaire** : Industrie

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 6 novembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 novembre 2024